

2013/5757 - Patrimoine bâti de la Ville – Bains-Douches – 13 rue Benjamin Delessert à Lyon 7^e - EI 07025 – Réhabilitation des cabines de douche – Opération 07025 001 – Montant de l'opération 300.000 euros TDC – Programme 20001 - Vote de l'opération et affectation d'une partie de l'AP 2012-1 « Conservation du patrimoine Solidarité Jeunesse » (Direction de la Gestion Technique des Bâtiments) (BMO du 09/09/2013, p. 1905)

Rapporteur : Mme GAY Nicole

Mme GAY Nicole, rapporteur : Monsieur le Maire, chers Collègues, il s'agit des bains-douches Delessert dans le 7^e arrondissement. Bains-douches qui sont tournés vers les populations les plus défavorisées, privées de logement ou qui ne disposent d'aucune installation sanitaire.

L'exploitation de ce bâtiment rencontre quelques difficultés liées à l'hygiène et à la sécurité, notamment électrique et quelques fuites d'eau. Aussi allons-nous expérimenter sur deux à trois cabines de douche, l'utilisation de matériaux résistants et durables, qui permettront sûrement une nette amélioration des conditions d'exploitation et d'accueil du public. Si cela s'avère concluant, nous engagerons l'ensemble des travaux pour un montant de 300.000 €.

M. HUGUET Patrick : Monsieur le Maire, chers Collègues, si lorsque j'étais enfant, aller aux bains-douches était pour moi une joie et un cérémonial hebdomadaire, je crains qu'aujourd'hui pour un certain nombre de personnes qui les fréquentent, ça ne les renvoie plus aux difficultés dans lesquelles ils se trouvent plutôt qu'à autre chose. Nous assistons aujourd'hui à un regain de fréquentation des bains-douches, puisqu'entre 2010 et 2011, nous sommes passés de 13.500 entrées à 30.000.

Ce phénomène n'est pas limité aux bains-douches, puisque le restaurant social de la ville est saturé et je ne vous parlerai pas de celui de l'Armée du Salut avenue Thiers, qui accueille jusqu'à 1.000 personnes. Et, malgré les assurances du Préfet, le flot n'a pas l'air de se tarir.

Plusieurs explications :

- Une crise économique grave, bien que certains l'aient nié pendant longtemps ;
- Mais également, une recrudescence de demandeurs d'asile en tout genre : + 10 % depuis le début de cette année, dont 90 % d'ailleurs seront déboutés.

Et c'est sur ce dernier point que je voudrais revenir, Monsieur le Maire. Nous avons déjà alerté en juillet, sur la situation de notre agglomération et notamment celle de la place Carnot.

Que s'est-il passé depuis ? Des squats ont été évacués. Je remarque que parmi ces squats, on trouve régulièrement des bâtiments propriété de la Ville, du CCAS ou du Grand Lyon ; il y a donc un problème de gestion du parc immobilier de ces collectivités, où des immeubles vides peuvent se retrouver squattés, tellement les délais sont longs entre le moment où ils sont vidés et celui où les différents travaux décidés, commencent.

Je disais donc que des squats avaient été évacués. Qu'est-il advenu des occupants de ces squats ou de la place Carnot ? Un certain nombre se retrouve sous le pont Kitchener dans des conditions sanitaires absolument infâmes. D'autres errent à travers la ville.

Nous ne pouvons nous satisfaire d'une telle situation, intenable d'un point de vue humain, mais également politique.

L'Etat et les collectivités consacrent un certain nombre de moyens, pour venir en aide à ces populations, moyens qui ne sont pas ridicules : 90 M€ rien que pour l'Etat. Quand c'était le Gouvernement précédent, c'était qualifié de « pas assez ! » et maintenant, à entendre certains de vos élus, « c'est un effort considérable ! »...

Mais peu importe, je crois que nous ne pouvons plus continuer comme cela ! J'invite tous les membres de cet hémicycle à en prendre pleinement conscience.

En juillet, vous nous assuriez que le Gouvernement allait agir. Les semaines passent et la situation n'évolue pas. Nos concitoyens sont exaspérés. Tout concourt à faire monter les extrêmes. Peut-être est-ce un objectif, auquel cas il est tout bonnement irresponsable. Le stratagème politique pervers qui avait fonctionné grâce à l'habileté de François Mitterrand et des responsables socialistes de l'époque, a aujourd'hui fait son temps. Il suffit d'ailleurs de consulter l'actualité politique récente et les derniers sondages, pour s'apercevoir que l'exaspération des Français les poussera sans doute, à terme, vers des choix politiques qui seront dommageables pour notre pays et notre cohésion sociale.

Vous êtes le Maire de cette ville, Président du Grand Lyon, Parlementaire socialiste, soutien solidaire du Président de la République et de son Gouvernement, et à ce titre, vous portez une part de la responsabilité de la situation actuelle et de l'absence de réponse apportée à ces problèmes.

Nul ne conteste l'effort financier de la Ville de Lyon pour l'accueil de ces populations : il est important. Nul ne conteste que les services sociaux de la Ville de Lyon et de l'Etat se dévouent sans compter pour remplir leur mission. Mais aujourd'hui, nous ne pouvons que faire le constat que nous alimentons un tonneau des danaïdes.

Pour mémoire : 125 M€ de chambres d'hôtel payées l'année passée, 150 M€ d'allocations temporaires d'attente, 190 M€ donnés pour les CADA.

Nos capacités d'accueil sont depuis bien longtemps dépassées. Nos services sociaux ne se consacrent plus qu'à cette mission, aux dépens de l'accompagnement des familles lyonnaises en difficulté et nos dépenses dans ce domaine ne cessent d'augmenter, sans aucune efficacité réelle.

Monsieur le Maire, vous devez porter haut et fort la parole des Lyonnais et des Grands Lyonnais auprès de vos amis du Gouvernement, pour que rapidement des décisions soient prises, afin de faire cesser cette situation qui génère des comportements de rejet, qui détérioreront à terme l'humanisme historique de notre ville et mettront en péril notre démocratie.

Enfin, mes chers Collègues de la Majorité municipale et nationale, plutôt que de disserter sur les propos de tel ou tel responsable politique de l'Opposition, plutôt que de donner des leçons de morale à ceux que le quotidien insupportable pousse vers l'intolérance, interrogez-vous de savoir, vous qui avez tous les pouvoirs, pourquoi nous en sommes là ? Vous en portez aujourd'hui la responsabilité.

M. LE MAIRE : Y a-t-il d'autres interventions sur le même sujet, même si c'était sur un autre rapport ? Autant regrouper !

M. BROLIQUIER Denis, Maire du 2^e arrondissement : J'avais prévu de prendre la parole sur ce sujet, avec le rapport 5808, à propos des personnes en difficulté.

Je tenais moi aussi, publiquement, à attirer une nouvelle fois votre attention sur la situation inacceptable des populations originaires d'Europe de l'Est, soit près de 2.000 personnes sur l'ensemble de l'agglomération, dont plusieurs centaines dans le 2^e arrondissement, contraintes de se réfugier sous le pont autoroutier de Perrache.

Ces populations vivent dans des conditions sordides, indignes, avec des abris de fortune sans eau, sans électricité, sans poubelle. Médecins du Monde vous a alerté sur les conditions sanitaires déplorables de ce campement, il y a quelques jours dans un rapport. Face aux risques sanitaires, il est urgent de prendre la situation à bras le corps.

Faut-il laisser pourrir la situation ? Laisser les hommes, les femmes, les enfants aussi, vivre dans des conditions sanitaires aussi précaires ? Doit-on laisser ces populations vivre d'aides sociales, d'expédients et parfois, de délinquance, y compris juvénile ?

Non ! Il s'agit de faire face, avec lucidité, à des faits concrets. Il ne s'agit nullement de stigmatiser qui que ce soit. Mais, il faut reconnaître qu'il existe un problème évident d'insertion de ces populations, qui suscite l'exaspération, l'incompréhension de nombre de nos concitoyens.

Ce problème appelle d'abord une réponse forte et claire du Gouvernement et c'est le Gouvernement qui est concerné en premier lieu. Or, ce n'est pas le cas.

D'un côté, Manuel Valls affiche sa fermeté. Il avait dit et je le cite : « les occupants des campements ne souhaitent pas s'intégrer dans notre pays », « la situation est devenue intolérable, ne peut perdurer, il faut faire respecter la loi en démantelant le maximum de camps insalubres ». Mais encore faut-il qu'il joigne le geste à la parole et que ses propos ne se limitent pas à des coups de menton.

De l'autre, pour tenir les promesses de campagne de François Hollande, le Gouvernement a décidé de proposer des solutions d'hébergement et d'insertion aux populations concernées. Une sacré hypocrisie alors que nous avons déjà du mal à trouver un logement pour les familles d'ici et tous les Maires d'arrondissement sont bien du sujet que j'évoque ici, qui se trouvent dans la précarité et attendent un toit depuis des années.

Entre attermoissements et contradictions, il ne faut pas s'étonner que les choses n'avancent pas. On le voit concrètement tous les jours sur le terrain avec des situations indignes qui s'éternisent.

Les choses avancent d'autant moins que vous, Monsieur le Maire, vous ne prenez pas suffisamment en main ces problèmes. Certes, au Grand Lyon, vous avez lancé un projet de coopération avec Tinca en Roumanie avec un budget de près de 500 000 euros, projet que nous avons approuvé.

Aujourd'hui, est-ce que ce projet porte ses fruits ? Il serait intéressant d'avoir un retour sur cette démarche. N'y voyez aucune polémique de notre part. Comme vous, nous pensons que l'avenir de ces populations est dans leur pays.

Mais si je prends l'exemple du campement sous le pont autoroutier, les populations concernées sont Albanaises et Kosovares, donc elles ne sont pas Roms et il n'y a pas que le problème des Roms sur le territoire du Grand Lyon. Je vous invite d'ailleurs à venir voir sur place, cela veut dire rencontrer, comme je le fais au quotidien ces populations, la complexité et l'indécence de la situation.

Déplacer le problème de 200 mètres ne suffit pas, comme vous l'avez fait pour la présentation de la rénovation du centre de Perrache. Ces populations étaient sur la place Carnot, les riverains ont râlé, il y avait des journalistes nationaux qui venaient entendre vos propos et ils ont été déplacés de quelques centaines de mètres.

Je crois que, sur ce sujet, encore une fois pas de polémique. Il faut sortir de l'hypocrisie générale. Il faut arrêter de se renvoyer la balle. Comme Maire, Président du Grand Lyon et Sénateur aussi, vous avez la possibilité de prendre « le taureau par les cornes » avec vos amis socialistes du Gouvernement. Alors, ayez assez de courage pour trouver une solution à ces situations dramatiques ! Ayez le courage d'agir pour cesser de creuser le lit des extrêmes parce que c'est aussi cela qui politiquement se profile dans notre agglomération comme ailleurs.

M. LE MAIRE : Merci ! Pas d'autres interventions sur le sujet ? Je vais donc essayer de répondre. Je vais essayer de le faire de manière à la fois équilibrée et précise, parce

qu'à mon avis, il convient si l'on veut traiter les problèmes, de savoir de quoi on parle et donc de ne pas généraliser le tout.

Il y a deux sortes de problématiques :

- Premièrement les gens qui sont membres de l'Union européenne. Et pour parler plus précisément, les populations Roms. Ces populations Roms pour beaucoup d'entre elles, ne sont pas des populations qui souhaitent s'intégrer, ce n'est pas l'immigration traditionnelle comme j'ai eu l'occasion de le dire. Elles font des allées venues entre la Roumanie et l'agglomération lyonnaise ou d'autres agglomérations.

Evidemment, sur ces populations membres de l'Union européenne, si l'on fait, ce qui a été tenté par le Préfet du Rhône, des exceptions en disant : « Vous êtes dans un squat, on vous loge », je ne sais pas pourquoi, demain, au nom du même principe juridique, d'autres populations qui viennent de l'Union européenne ne demanderaient pas, elles aussi, lorsqu'elles viennent en France, à pouvoir bénéficier d'un logement, d'une aide...

C'est pour cela que pour ce qui nous concerne, nous disons que la solution est ailleurs et que nous joignons l'action à la parole en faisant, et tout à l'heure, M. Julien-Laferrière fera le point sur l'opération « Tinka », et en disant que nous, nous demandons que des opérations soient menées en Roumanie, dans les pays qui sont, effectivement, confrontés au problème de l'intégration des populations Roms, pour que celle-ci se fasse là-bas.

Il y a une deuxième question qui est celle des demandeurs d'asile. Comme vous le savez, il y a des lois sur la demande d'asile qui sont relativement anciennes, il n'y a pas eu d'innovation de la part du Gouvernement actuel par rapport aux Gouvernements précédents et qui posent les problématiques suivantes :

- Premièrement, les délais d'instruction, aujourd'hui, sont extrêmement longs et donc les délais d'instruction par l'OFPPRA, puisque c'est l'organisme qui fait l'instruction des demandes d'asile, sont extrêmement longs. C'est pour cela d'ailleurs que pendant le mois de juillet une commission, qui s'appelait « Foraine de l'OFPPRA », s'est déplacée à Lyon pour faire des auditions de tout le monde, de tous les demandeurs d'asile, de manière à pouvoir examiner de façon globale et rapide un certain nombre de demandes d'asile.

- Deuxièmement, il y a une loi qui ne date pas d'aujourd'hui, faite par votre Gouvernement. Il existe des procédures de recours. Ces procédures durent plusieurs mois. Donc, il s'agit aujourd'hui, à mon avis, de réduire ces recours parce que sinon l'abus du droit d'asile tuera le droit d'asile.

- Troisièmement, quand quelqu'un a été débouté du droit d'asile -ça veut dire après toutes ces procédures extrêmement longues, le Président du Tribunal administratif pourrait dire combien aujourd'hui, le droit des étrangers est le sujet principal des Tribunaux administratifs, c'est quelque chose d'extrêmement protecteur des droits individuels- mais après il faut que ceux qui sont déboutés du droit d'asile, soient reconduits aux frontières.

Tant qu'on se lancera des accusations, mais qu'on ne sera pas sur l'ensemble de ces principes-là, et de manière globale, effectivement, il n'y aura pas de solution.

Pour ce qui concerne le Maire de Lyon, tout le monde ne peut pas partager cet avis dans l'agglomération lyonnaise, mais en tout cas pour le Maire de Lyon, il y a une position claire :

Dès que nous avons connaissance d'un squat, nous demandons l'expulsion. Alors comme on est dans un Etat de droit, cela demande des procédures. Vous avez deux jours où vous pouvez faire expulser tout de suite. Mais j'attire l'attention et je le fais à nouveau publiquement d'un certain nombre de gens qui pensent protéger ces populations, et qui se font envoyer quelques temps avant l'occupation, des lettres pour dire ensuite : « Regardez, j'étais là depuis plus de deux jours ».

Cela est inadmissible, on met tout le monde en péril, y compris la vie d'ailleurs des personnes que l'on croit protéger, c'est ce qui s'est produit au squat Pathé dans le 8^e arrondissement.

Nous demandons l'expulsion de tous les squats, c'est ce que nous avons fait pour Garibaldi, sur la rue du Repos, ainsi que sur la place Carnot. On ne va pas faire d'amalgame, mais les gens qui sont sous le pont Kitchener aujourd'hui, ne sont pas des Roms mais des demandeurs de droit d'asile qui sont des Albanais et des Kosovars pour la plupart d'entre eux.

Pour moi, la situation est tout à fait insupportable et il ne faut pas dire que nous n'avons rien fait. Le Préfet a essayé de faire quelque chose, ceux qui étaient là au mois de juillet, il les a fait déplacer, mais il y a autant de monde au mois de septembre. La solution consisterait à dire : il faut reloger en croyant qu'on a un nombre fini, mais cela n'est pas possible car ce nombre augmente sans cesse. Si, dès qu'ils sont sous le pont Kitchener, ils ont droit à un hôtel, il est effectivement très tentant pour ces personnes de venir squatter sous le pont Kitchener !

Par rapport à des conditions de vie dans un certain nombre de pays, il est certain que c'est un léger mieux, même si cela apparaît comme extrêmement dur, je connais d'autres régions du Monde où c'est encore plus difficile que ce ne l'est aujourd'hui.

Quatrièmement, il faut que l'Union européenne fasse son « job » afin d'aider ces populations Roms et prendre des initiatives comme les nôtres.

Je vais donner la parole à M. Julien-Laferrière pour nous parler de Tinca.

M. JULIEN-LAFERRIERE Hubert, Conseiller municipal délégué : Nous avons lancé une coopération, il y a maintenant deux ans et demi, avec Tinca, une ville que nous avons identifié comme étant un des territoires d'où viennent de nombreux Roms pour séjourner à Lyon.

Pour être allé dans un certain nombre de squats de l'agglomération lyonnaise et avoir demandé aux Roms d'où ils venaient, la plupart d'entre eux ne viennent pas forcément de Tinca même mais de la région environnante. Nous avons donc lancé une coopération à hauteur de 100.000 euros par an financés par le Grand Lyon, et la Fondation Abbé Pierre est venue abonder à hauteur de 90.000 euros pour participer, dans le quartier de Tinca composé d'environ 3.000 Roms, d'abord au raccordement électrique des maisons et la réalisation d'un centre multi fonctionnel de 350 m² que nous allons inaugurer au mois d'octobre dans lequel il y aura des douches, des sanitaires, des laveries mais surtout un espace de socialisation qui pourra, à la fois, accueillir les enfants après l'école et tous les parents afin de les sensibiliser sur les façons de pouvoir s'intégrer davantage à la société roumaine, en tout cas à un corps social.

Il ne s'agit pas d'une action humanitaire, mais bien d'une coopération en co-maîtrise d'ouvrage avec la mairie de Tinca et le Bihor qui est un peu l'équivalent de nos conseils généraux c'est-à-dire qui ont la compétence sociale. J'insiste là dessus car il est très important d'impliquer la collectivité locale, car tout le monde est d'accord pour dire qu'il y a consensus sur l'idée que, comme vous l'avez dit Monsieur le Maire, la solution se trouve dans les pays d'origine puisque nous n'avons pas affaire aux gens du voyage -car il y a souvent confusion- il s'agit bien là des sédentaires, donc la solution est dans les pays d'origine. Parfois on doute de la bonne volonté du gouvernement roumain de vouloir intégrer leurs Roms, par contre quand vous êtes un maire roumain et que vous avez sur votre territoire 30 % de Roms qui vivent dans le dénuement le plus total, vous êtes obligé de les intégrer, à la fois parce c'est un électorat, mais également parce que c'est la paix sociale sur l'ensemble de votre territoire qui est en cause.

J'ai rencontré le Maire de Tinca ainsi que d'autres maires dans la région autour de Tinca, tous souhaitent pouvoir construire des coopérations avec des collectivités françaises ou européennes parce qu'ils ont besoin de moyens pour intégrer leur population et ils sont très volontaires. Depuis que nous avons lancé cette coopération, le maire de Tinca est bien plus sur le terrain et veut réaliser des choses. Il y a eu des élections entre temps et deux membres de la population Roms sont entrés au Conseil municipal. Lorsque nous avons posé la première pierre de l'équipement multi fonctionnel et inauguré les premiers raccordements au réseau électrique il y a maintenant un an, étaient présents l'Ambassadeur de France, un représentant du gouvernement roumain mais également le Président du Département qui s'est engagé désormais à financer le fonctionnement de cet équipement multi fonctionnel car c'est évidemment essentiel qu'à travers cette coopération, on puisse impliquer les autorités locales roumaines dans cet enjeu-là.

Il est évident que ce n'est pas à court terme que l'on va inverser les flux, même si je suis persuadé que si ce mouvement pouvait se généraliser, c'est évidemment là que se trouve une partie de la solution. Je crois d'ailleurs que si le Gouvernement français pouvait lancer un appel à projet ou du moins inviter les collectivités françaises avec des cofinancements à coopérer avec les territoires en Roumanie ou en Bulgarie d'où viennent les Roms qui séjournent sur notre territoire, je pense qu'en généralisant cela, on pourrait inverser les flux.

Aujourd'hui le Grand Lyon, le territoire lyonnais, est la seule collectivité à avoir lancé une telle coopération en co-maîtrise d'ouvrage avec un partenaire pour l'intégration des Roms chez eux. J'ai reçu un appel téléphonique de Nantes qui veut faire comme nous. Vous savez qu'il y a une délégation interministérielle pour l'intégration des Roms présidée par l'ancien Préfet délégué à la politique de la ville, le Préfet Reynier, qui est chargé de l'intégration des Roms mais qui entend de plus en plus ce que le Grand Lyon fait, car nous commençons à être invités un peu partout pour donner l'exemple de ce que nous faisons, car on voit bien que c'est la solution.

J'insiste sur le fait, car je crois que cela n'a pas été bien compris, et vous parliez Monsieur le Maire de l'Union européenne, il faudra que cette dernière applique le principe de subsidiarité sur cette question, c'est-à-dire que l'on fasse davantage confiance aux territoires locaux, car lorsque l'on connaît tous les fonds structurels destinés à la Roumanie qui aujourd'hui ne sont pas utilisés car on n'a pas confiance dans le gouvernement roumain, je pense que l'on peut faire davantage confiance au maire roumain et si l'on pouvait dégager ces financements pour ces coopérations-là on y arriverait plus facilement. En tout cas, au mois d'octobre, c'est-à-dire dans un mois, nous allons inaugurer ce centre multi fonctionnel et les logements qui auront été raccordés au réseau électrique.

Pour terminer, les Roms avec lesquels j'ai discuté à Tinca pour m'expliquer leurs allers et retours à Lyon, m'ont montré leurs maisons faites de « bric et de broc » en me disant : « j'ai réussi à faire ça et ça dans ma maison, car je suis allé à Lyon faire la manche, « piquer » des objets métalliques dans les déchetteries pour les revendre au marché noir, c'est ainsi que j'ai construit ma maison, que le petit a un lit, etc... ». En tout cas ceux avec lesquels j'ai discuté, et c'est une grande majorité, ont la volonté de faire venir leur famille dans leur village et c'est sur ce postulat là que nous développons cette coopération.

M. LE MAIRE : Je mets aux voix les conclusions de mon rapport. Il n'y a pas d'objection ? Elles sont adoptées.

(Adopté)